

mesures qu'il est possible de prendre." On doit certes fournir une aide humanitaire et appuyer le développement dans le cadre de certains projets, mais il est quasi impossible d'imaginer "une croissance économique marquée, faute d'un accord de paix". Les dettes nationales sont élevées, et les prix à l'exportation sont faibles. "Il faut être réaliste quant à l'ampleur de ce qu'il est possible de faire à court terme, dans le contexte politique actuel." Un participant américain a par ailleurs demandé à l'auditoire de se demander comment le Congrès et le public américains accueilleraient d'autres demandes d'aide.

Des programmes à l'intention des réfugiés, en guise de MPAC

D'aucuns ont déclaré que des solutions durables au problème des réfugiés aideraient sans doute à réduire les tensions aux frontières. Des tierces parties pourraient contribuer énormément au règlement du problème.

Par exemple, il y a au Costa-Rica 31 000 réfugiés dûment reconnus; 21 000 d'entre eux reçoivent des secours du Haut Commissariat des Nations-Unis pour les réfugiés (HCR). "Mais en fait, quelque 250 000 étrangers vivent dans le pays — soit environ 10 p. 100 de la population . . . Soixante-dix pour cent des réfugiés viennent du Nicaragua." La plupart déclarent qu'ils ont quitté leur pays "à cause des violations systématiques des droits de la personne". D'autres disent qu'ils sont à la recherche d'un meilleur emploi. "Quelques-uns affirment qu'ils viennent se reposer avant de retourner à leurs activités de guerre normales."

D'autres pays font face à des difficultés semblables. Le Honduras abrite des réfugiés du Salvador, du Nicaragua et du Guatemala. Environ 45 000 bénéficient de la protection du HCR, mais 200 000 autres sont laissés à eux-mêmes. Tout dépendant de ce qui arrivera dans l'avenir, les chiffres risquent de continuer à grimper.

Quelques mesures concrètes ont été prises pour amorcer le rapatriement des réfugiés. Bien que la situation dans leur pays d'origine soit loin d'être idéale, le gouvernement hondurien a encouragé les réfugiés salvadoriens et nicaraguayens à retourner d'eux-mêmes dans leur pays. En dépit de divers problèmes, les communications ont été maintenues. Un groupe de Miskitos a déjà pris le chemin du retour. Le rapatriement de quelques Salvadoriens fait l'objet de négociations. On a encouragé les tierces parties à participer davantage à la mise en oeuvre des initiatives de ce genre et des programmes d'aide aux réfugiés en général. Les pays centraméricains "méritent des marques plus évidentes de solidarité et de soutien; ils ne peuvent plus se contenter de belles paroles au sujet de la démocratie et de l'autodétermination" pour faire